
ACADEMIAE HARVARDIANAE IN NOV ANG SIGILLUM
VE RI TAS

APERÇU

DE

L'Histoire Diplomatique

DU

JAPON

PAR

K. Kijima

Docteur en Sciences politiques.



BRUXELLES
HENRI LAMERTIN, LIBRAIRE-ÉDITEUR
20, RUE DU MARCHÉ AU BOIS, 20
—
1906

APERÇU

DE

L'Histoire Diplomatique

DU

JAPON

APERÇU

DE

L'Histoire Diplomatique

DU

JAPON

PAR

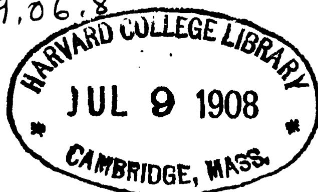
K. Kijima

Docteur en Sciences politiques.



BRUXELLES
HENRI LAMERTIN, LIBRAIRE-ÉDITEUR
20, RUE DU MARCHÉ AU BOIS, 20

1906



Charles Lyon Chandler,
Tokyo.

Introduction.

La diplomatie est le maniement des rapports extérieurs des Etats. L'histoire est la biographie de la société humaine. Donc, l'histoire diplomatique d'une nation fait partie de la biographie de la société humaine, en ne s'occupant que des rapports avec les autres Etats. Il s'ensuit alors qu'elle s'applique, sans exception ni réserve, à tous les rapports que peuvent entretenir entre eux les gouvernements, et à toutes les questions auxquelles ils ont intérêt. A ce compte, l'histoire diplomatique, pour être complète, devrait traiter minutieusement ces rapports et ces questions, si multiples, si complexes et si diverses. Mais, comme cette manière de procéder n'est pas absolument nécessaire, il est admis qu'elle ne s'occupe que des faits qui sont dignes de mémoire. Or, c'est ici qu'on rencontre des difficultés. D'abord, beaucoup des documents diplomatiques restant secrets, il est bien difficile de se les procurer. Parfois, on suppose certaines situations, mais il n'est guère possible d'en affirmer l'exactitude. Ensuite le choix des documents et des matériaux dignes de mémoire fait naître des difficultés en conséquence. Enfin, le parti-pris d'une cause quelconque trompe le jugement impartial.

En traitant l'histoire diplomatique du Japon, nous nous sommes trouvé plus d'une fois dans ce cas; aussi devons-nous nous contenter, en présence de ces difficultés, de convaincre de notre mieux.

Le Japon, ma patrie, se trouvant dans un coin oublié et longtemps isolé du monde, fit, dernièrement, un progrès tel qu'il surprit toutes les nations. Dans l'espace d'une quarantaine d'années, il sortit d'un état considéré, par les Européens, comme quasi barbare, et entra dans la société des plus grandes puissances. Le progrès merveilleux que réalisa le Japon mérite donc d'être étudié. Généralement il y a deux causes pour le progrès d'une nation : cause intérieure et cause extérieure. Le progrès du Japon provient, au moins en grande partie, de la cause extérieure, des relations avec les pays étrangers. L'histoire diplomatique du Japon est donc un sujet digne d'une étude sérieuse, au moins pour l'élargissement des connaissances dans le domaine de l'histoire diplomatique.

Pour traiter l'histoire du Japon, on peut la diviser en plusieurs époques, de différentes manières, suivant le point de vue auquel on se place. Au point de vue de l'histoire diplomatique, il y a au moins deux façons de diviser : celle d'après les événements de l'histoire intérieure et celle d'après les événements de l'histoire extérieure. Au point de vue de l'histoire extérieure, il y aura deux façons en divisant la longue chaîne de l'histoire à l'époque des relations avec les pays asiatiques, et à celle des relations mondiales, c'est-à-dire l'époque avant, et celle après l'arrivée des premiers Portugais ; ou bien à l'époque de porte fermée et celle de porte ouverte, c'est-à-dire de la diviser au moment de l'arrivée de l'escadre américaine commandée par le commodore Perry. Mais si l'on examine l'histoire du Japon au point de vue de la transformation intérieure, on remarquera trois différentes phases nettement distinctes : époque où le pouvoir absolu était entre les mains des Empereurs ; époque du gouvernement shôgounal, et époque du régime constitutionnel. Nous pensons qu'il convient mieux d'adopter cette dernière division, même en traitant l'histoire diplomatique, que de suivre la méthode généralement adoptée, de la diviser en trois phases : histoire ancienne,

histoire du moyen âge et histoire moderne. C'est parce que l'histoire du Japon est toute indépendante des événements de l'Europe, et aussi, en adoptant cette méthode, il y a plus de facilités d'exposer les traits caractéristiques de ces trois différentes époques.

En ce qui concerne la manière de traiter, nous avons tâché d'examiner les événements diplomatiques de plus en plus minutieusement au fur et à mesure que l'histoire avance et que l'importance de la suite augmente, étant convaincu que la méthode d'étude doit absolument changer d'après le caractère et l'importance des événements, et que ce serait une grande erreur, au contraire, de s'obstiner à la même forme et au même système, et d'observer l'uniformité à travers toute l'étendue de son étude quelle qu'elle soit.

I. Epoque de Gouvernement Impérial.

(660 av. J.-C. — 1183 ap. J.-C.)
(1843 ans.)

Depuis les temps les plus reculés, le Japon, archipel isolé dans les eaux extrême-orientales, avait les Aïnos comme aborigènes. Ce beau pays du Soleil-Levant ne fut pas longtemps le séjour exclusif des Aïnos; en d'autres termes, bientôt d'autres races vinrent se joindre à eux pour l'habiter. Les anciens Coréens, toujours intrépides, arrivèrent au Japon et s'y établirent. Ces émigrants ayant des éléments d'Aryens et de Mongols, courageux et énergiques, firent la guerre contre les aborigènes. Pendant le cours de cette guerre, on vit paraître un héros tout-puissant, du nom de Iwaréhiko, considéré comme issu d'Amatérasou, déesse du Soleil, et descendant du Créateur de l'Univers. Iwaréhiko fut couronné comme Empereur au palais de Kashiwabara, dans la province de Yamato (660 av. J.-C.). C'est le premier Empereur du Japon, Jimmou Tennô, dont la dynastie continue de régner jusqu'à l'Empereur actuel. Ainsi fut fondé l'Empire du Japon. Dès lors commence la première période pendant laquelle le pouvoir absolu fut entre les mains des Empereurs (660 av. J.-C. à 1183). Après avoir soumis ses ennemis, Jimmou Tennô, afin de récompenser ses fidèles guerriers, leur octroya différents emplois qui devinrent héréditaires. L'administration était exercée par leur intermédiaire. Toutes les charges, comme l'impôt et le service militaire, étaient d'abord imposées par le Souverain à ces familles qui, à leur

tour, les imposaient au peuple qui était sous leur administration. C'est ainsi que commença la formation du clan qui prépara le terrain à la féodalité.

Bien que l'histoire n'indique l'arrivée au Japon d'un certain nombre d'émigrants coréens qu'en l'an 32 avant J.-C., il nous semble que, bien avant cette date, il y eut un va-et-vient entre les peuples des deux pays. Il est vrai que les dires de quelques historiens, à propos de la domination du Japon depuis la plus haute antiquité, sur une partie de la Corée, manquent de preuves décisives; cependant il est certain que l'Empereur du Japon Suinïn (29 av. J.-C. — 70 ap. J.-C.) a donné le nom de « Mimana » au pays de Kara (partie de la Corée) et qu'il a envoyé un général résident pour protéger le pays. Sa résidence avait reçu le nom de « Nippon-fou ». C'est aussi à cette époque que remonte, à l'insu du gouvernement japonais, le commencement des relations entre les deux peuples chinois et japonais.

La tribu de Koumaço, venue de la Corée d'après les uns, et des îles Philippines ou de Bornéo d'après les autres, établie dans l'île de Kiou-Siou, avait été le foyer de fréquentes insurrections. On a cru que l'appui des Coréens l'encourageait à répéter des insurrections et que, si l'on écrasait la Corée, Koumaço se soumettrait également. De là *l'expédition de l'Impératrice Jingô contre les Coréens (200 J.-C.). Comme résultat de cette expédition, les trois pays de la Corée, Shiraghi, Kokouma et Koudara, furent placés sous la sujétion du Japon comme l'était déjà le Mimana. Depuis lors, pendant plusieurs siècles, la presqu'île coréenne fut fidèlement soumise à la domination japonaise. Cet état de choses eut pour résultat de développer les relations entre ces deux pays, et comme la Corée n'était que le trait d'union entre le Japon et la Chine, le va-et-vient des peuples de ces trois pays ne tarda pas à commencer. Ce mouvement eut pour conséquence d'introduire au Japon cette civilisation que les Coréens avaient eux-mêmes reçue de la Chine.*

En 285, la doctrine de Confucius, célèbre philosophe chinois, fut introduite par un savant coréen, Wani. A la même époque, furent introduits les caractères chinois que les Japonais emploient encore de nos jours.

En 552, le Roi de Koudara (un des trois royaumes de Corée) recommanda à l'Empereur du Japon Kimmei *la religion bouddhique,* en lui offrant en même temps des images de Bouddha et des livres de son culte. C'est la première fois que le bouddhisme fit son apparition au Japon; mais ce ne fut que vers le VIIIe siècle qu'il acquit réellement droit de cité. Dès lors, en se développant graduellement, cette religion eut une influence tellement grande que, de nos jours, elle compte comme adeptes les deux tiers de la population du Japon, et possède douze sectes.

Ces deux doctrines ont été réellement la base de la morale et de la politique des Japonais, depuis lors jusqu'à l'apogée du Shïntôisme et l'introduction des sciences européennes. Les VIe, VIIe et VIIIe siècles furent donc l'époque où la civilisation asiatique continentale s'épanouit au Japon.

C'est en 608 que le Japon désigna pour la première fois un ambassadeur qui fut envoyé à la Cour de Chine. De cette époque commence une période non interrompue d'échanges d'ambassadeurs entre ces deux pays. De l'influence chinoise sortit, pour le Japon, la célèbre réforme « Taikwa », qui réorganisa de fond en comble les régimes économique, politique et social du pays, en s'inspirant de ceux qui étaient en usage en Chine. Les relations officielles qui existèrent entre ces deux pays pendant deux cents ans furent toujours très amicales, mais l'envoi d'ambassadeurs cessa vers la fin du IXe siècle.

II. Epoque de Gouvernement Shôgounal.

(1192-1867. 676 ans.)

Au commencement du Xe siècle, deux familles dirigeaient les clans militaires : les Taira et les Minamoto Les Minamoto finirent par anéantir les Taira. Yoritomo, chef de la famille victorieuse, fut investi Sei-i-tai-Shôgoun (général en chef d'expédition contre les barbares) et s'installa à Kamakoura en 1192. La richesse et la paix trompant souvent leur possesseur, la Cour Impériale s'affaiblit De plus, la suprématie allant toujours au plus puissant, le Gouvernement de Shôgoun surpassa celui de l'Empereur. La dualité dans le Gouvernement commença : ce fut l'inauguration de la deuxième époque, c'est-à-dire l'époque du Gouvernement shôgounal. Minamoto Yoshitsouné, qu'on identifie au grand chef Mongol Gengis Khan, est le frère cadet du fondateur du Shôgounat. Les Shôgouns de Minamoto devinrent, à leur tour, à la fin du XIIe siècle, le jouet des Shikken, premier fonctionnaire de son gouvernement. Les familles Hôjô, chez lesquelles les fonctions de Shikken devinrent héréditaires, gouvernèrent en réalité l'Empire tout entier, et intervinrent même dans la désignation du successeur au trône. Devenus despotiques, les Hôjô, à leur tour, furent anéantis par l'armée de l'Empereur Godaigo (mai 1333).

C'est pendant l'époque des Hôjô que les *Mongols firent invasion*. Kubli Khan, leur chef, envoya une force très puissante pour écraser le petit pays du Japon, qui heureusement lui fit subir une déroute complète.

*
* *

Sous le régime féodal, le gouvernement Shôgounal reconquit une autorité nouvelle.

La tentative de l'Empereur Godaigo pour centraliser le pouvoir n'ayant pas réussi, aussitôt un de ses généraux, Ashikaga Takaouji, après l'anéantissement des Hôjô, rétablit le gouvernement Shôgounal, sans l'autorisation de l'Empereur. Pour légitimer sa cause, Takaouji créa une nouvelle dynastie impériale et offrit le trône à l'Empereur Kwogen (1331). Nous voilà donc en présence de deux dynasties impériales : celle du midi, l'ancienne, et celle du nord, la nouvelle. Le prétendant au Shôgounat reçut de l'Empereur du Nord sa nomination officielle de *Shôgoun en 1348, et établit son Bakou-fou (Gouvernement Shôgounal)* à Mouro-Matchi de Kioto. Les célèbres patriotes Kousounouki, Masashigé, Nitta Yoshisada, etc., sont les produits de cette époque. Le grand schisme finit, après 56 ans, par la fusion des deux dynasties : Midi et Nord. Les familles Ashikaga comptent 14 Shôgouns depuis Takaouji, et les dernières années de leur Shôgounat furent dans un véritable état d'anarchie. Le dernier Shògoun des Ashikaga, Yoshiaki, ingrat envers son protecteur Oda Nobounaga, fut chassé de Kioto par ce dernier ; ainsi finit le Shôgounat des Ashikaga.

A cette époque, les pirates japonais infestaient les côtes de la Chine et de la Corée. Les deux pays demandèrent alors, à maintes reprises, au Bakou-fou d'intervenir. Ce dernier ne réussit qu'à grand'peine à les réprimer. Bien que ces pirates fussent un grand obstacle au commerce, on finit cependant par conclure un traité de commerce avec la Corée.

En ce qui concerne la Chine, les relations amicales qui avaient été rompues lors de l'invasion des Mongols ayant été rétablies, il y eut un fréquent échange de messages. *Bref, des relations*

commerciales assez suivies existèrent alors avec la Chine, la Corée et quelques îles du Sud.

Le plus grand événement, au point de vue de l'histoire diplomatique d'alors, est l'arrivée des Portugais. Chassés par la tempête, trois Portugais abordèrent à Bô-no-tsou de Kiou-siou (1542). A leur retour à Ning-pô (colonie portugaise) ils parlèrent à leurs compatriotes de la découverte du Japon. Bientôt après, six grands bateaux portugais, dans un but de commerce, firent voile vers le Japon, où ils réalisèrent de gros bénéfices. Ce sont eux qui importèrent, pour la première fois, des arquebuses, des semences de coton et de tabac. *Dans la suite, ils continuèrent à venir au Japon pour faire le commerce. De leur côté, les Jésuites ne restaient pas inactifs; François Xavier, apôtre des Indes, débarqua à Satsouma, le 15 août 1549. Aussitôt, aidé d'autres compagnons, il se mit à évangéliser le pays. C'est de là que date l'introduction du Christianisme au Japon.* Les seigneurs de Kiou-siou, afin d'attirer les bateaux portugais, lui accordèrent toute facilité de prêcher sa doctrine. Il n'est donc pas étonnant que ses prosélytes aient été nombreux. Xavier alla jusqu'à Kioto, capitale de l'Empire; mais n'ayant pas réussi, il retourna à Kiou-siou, et quitta le Japon, le 20 novembre 1554, après y avoir laissé quelques pères chargés de veiller sur les nouveaux convertis. Grâce au nombre de plus en plus grand des missionnaires et au zèle excessif de quelques Seigneurs de Kiou-siou, le Christianisme réussit à s'implanter dans cette île du Japon.

*
* *

Après le shôgounat des Ashikaga, la dictature passa à Oda Nobounaga et à Toyotomi Hidéyoshi; mais ils ne reçurent jamais le titre de shôgoun. Après avoir chassé le shôgoun Yoshiaki de Kioto, Nobounaga se trouva tout-puissant. Pour devenir

maître absolu du pays, il tenta de subjuguer tous ses ennemis. Des moines bouddhistes firent cause commune avec les seigneurs et prirent même les armes contre lui. Il les vainquit et leur infligea maintes fois de sévères châtiments. En haine du bouddhisme, il favorisa le christianisme qui vit le nombre de ses partisans augmenter rapidement. En route pour une de ses expéditions, Nobounaga fut assassiné par un de ses généraux (1582).

Si courte que fut sa carrière, il accomplit néanmoins des choses importantes. Sa manière d'agir envers l'Empereur fut d'une loyauté exemplaire. Il se rendit maître de trente-trois provinces et inaugura l'œuvre de centralisation.

Toyotomi Hidéyoshi, fils de paysan, d'abord simple domestique de Nobounaga, devint, par la suite, son plus grand général. A la mort de Nobounaga, Hidéyoshi était tout-puissant; mais trouvant un rival en son collègue Tokougawa Iyéyasou, il l'invita à travailler de concert avec lui à l'œuvre de centralisation qui, grâce à cette réunion, fut à peu près réalisée.

Né de simples paysans, bien qu'il exerçât en réalité la dictature de l'Empire, il voulut encore avoir un grand nom; c'est alors que l'Empereur lui décerna le titre de Kwan-bakou (conseiller intime). Cinq ans après, il abdiqua le Kwan-bakou en faveur de Hidétsougou, son fils adoptif. Lui-même s'appela dès lors le « Taikô ». C'est donc lui, fils de paysan, qui, sous le nom de Taikô Hidéyoshi, est connu dans l'histoire comme l'un des plus grands hommes que le Japon ait jamais possédés. Il acheva de soumettre ses ennemis, et sa dernière conquête sur Hôjô Oujimasa fut le couronnement de la politique de centralisation (1590). Après l'adoption de Hidétsougou, la femme de Hidéyoshi donna naissance à Hidéyori qui succéda à son père. Hidéyoshi mourut en 1598, à l'âge de 62 ans. On peut résumer son œuvre en trois points : politique intérieure, rapports avec les étrangers et les chrétiens, et guerre contre la

Corée. Sa politique intérieure consista dans la centralisation du pouvoir, la pacification du pays et le bien-être du peuple. Ayant appris beaucoup des Portugais, il introduisit de grands progrès dans l'armée, l'industrie, le commerce et l'agriculture. De plus, il exécuta différents travaux gigantesques.

Bien que Hidéyoshi fut le plus grand homme de l'époque, né dans un empire insulaire, l'étendue de son ambition n'était rien moins que de conquérir la Chine et la Corée. Aussi commença-t-il par envoyer en Corée des forces formidables. Presque sur le point de subjuguer entièrement ce pays du « Matin calme », la mort vint le surprendre et lui enlever le fruit de *cette fameuse expédition qui n'eut d'autre résultat que de faire périr de nombreuses existences, et de gaspiller, sans aucune récompense, des sommes énormes.*

En ce qui concerne la politique relative au Christianisme, si Nobounaga le favorisa, ce fut uniquement pour introduire la civilisation européenne, et en haine des prêtres bouddhistes, car il n'était nullement partisan de la nouvelle doctrine. Aussi n'est-il pas étonnant que cette religion ait fait alors de grands progrès. Cependant il ne tarda pas à redouter, à bon droit, *les conséquences de l'extension du Christianisme. L'année où Nobounaga fut assassiné (1582), les Seigneurs de Kiou-Siou envoyèrent une ambassade auprès du Pape Grégoire XIII. Le Seigneur d'Aizou fit plusieurs fois de même. Sous la dictature de Hidéyoshi, les Chrétiens provoquèrent souvent des troubles qui firent grandir les inquiétudes.* C'est ainsi que, malgré l'hospitalité qu'il accordait aux étrangers, et son désir d'introduire la civilisation européenne, il commença à se montrer moins favorables aux missionnaires. De plus, le jour où les dominicains et les franciscains arrivèrent, une rivalité éclata entre eux et les jésuites ; et comme chacun cherchait à déconsidérer l'autre, Hidéyoshi apprit certaines choses qui l'indisposèrent contre les religieux. *Ajoutons qu'ayant été informé que leur politique consistait à convertir*

d'abord le peuple, puis à s'en servir pour conquérir le pays, il fit paraître plusieurs édits par lesquels il ordonnait l'expulsion des missionnaires et l'interdiction formelle de la nouvelle religion. Cependant, craignant que l'expulsion des Pères n'entraînât la cessation du trafic, il adoucit sa politique et permit même à dix missionnaires de résider au port de Nagasaki. Nous devons dire encore que, grâce à l'activité occulte des religieux, le Christianisme n'en faisait pas moins des progrès sérieux. *Bref, bien que Hidéyoshi ne fut pas hostile à cette religion, les troubles de plus en plus graves provoqués par les chrétiens, l'obligèrent à recourir aux mesures de rigueur.*

* * *

Tokougawa Iyéyasou s'installa à Yédo, le Tokio d'aujourd'hui. Seigneur de huit provinces, il était très puissant. Après la mort de Hidéyoshi, des dissentiments survenus entre ses généraux firent naître deux partis : un en faveur de Hidéyori, fils de Hidéyoshi, et l'autre en faveur de Iyéyasou. *La bataille de Sékigahara (15 septembre 1600) donna la prépondérance à ce dernier.* Dès lors, beaucoup de seigneurs qui avaient épousé la cause de Hidéyori jetèrent bas les armes et se réconcilièrent avec le vainqueur. *Devenu tout-puissant, il fut nommé Sei-i-Tai-shôgoun (1603). Ce titre étant héréditaire, ses descendants en furent investis pendant quinze générations et régnèrent à Yédo.* Pour achever sa tâche, il lui fallait renverser Hidéyori qui avait encore une puissance non à dédaigner. Dans ce but, il trouva un prétexte pour lui déclarer la guerre deux fois à Osaka. Finalement Hidéyori se suicida et Iyéyasou devint maître absolu du pouvoir. Il mourut en 1616. Son fils Hidétada et puis son petit-fils Iyémitsou lui succédèrent. Ces trois grands shôgouns achevèrent l'œuvre qui procura au pays une paix de

deux siècles et demi. *Il ne restait qu'à consolider la centralisation du pouvoir, commencée par Nobounaga et réalisée par Hidéyoshi. La politique qu'ils adoptèrent consistait : 1° dans le rétablissement de meilleures relations avec la Cour Impériale de Kioto; 2° l'élaboration d'un système destiné à assurer la surveillance effective des Seigneurs féodaux; 3° l'organisation des rouages administratifs, d'un caractère ingénieux et permanent. La continuation de la paix fut l'heureux résultat de cette politique.*

Contrairement à celle de Hidéyoshi, leur politique diplomatique consista à développer des relations pacifiques avec les pays étrangers. Depuis l'expédition de Hidéyoshi contre la Corée (1592), les sentiments d'animosité des Coréens firent rompre ces relations. Ce ne fut qu'avec bien des difficultés et des démarches que Iyéyasou réussit à les rétablir. En 1606, Iyéyasou et son fils Hitédata accueillirent amicalement, à Kioto, une députation coréenne. Dès lors, il fut d'usage qu'à chaque changement de shôgoun la Corée présentât des félicitations, et, en 1609, un traité de commerce fut conclu entre les deux pays. Cette même année, des Chinois commencèrent à revenir nombreux pour se livrer au commerce. De plus, le trafic avec plusieurs pays asiatiques se développa. *Pour la première fois en 1596, un navire de guerre hollandais vint demander d'établir des relations commerciales. Le shôgoun accepta volontiers. A bord de ce navire hollandais se trouvait Will Adams, le premier Anglais qui fût venu au Japon.* Comme conséquence de cet arrangement avec la Hollande, un second navire hollandais arriva en 1609. *Depuis lors, les relations commerciales entre ce pays et le Japon n'ont jamais cessé.* Les Hollandais réussirent même à avoir le monopole exclusif du commerce. Durant cette ère de paix, les relations commerciales furent tellement développées qu'elles s'étendirent jusqu'au Mexique.

A l'instar des Seigneurs de Kiou-siou, en 1613, celui du Nord,

Daté Masamouné, envoya auprès du Pape Paul V une ambassade qui reçut le même accueil que celle de Kiou-siou.

Comme l'esprit d'entreprise régnait dans tout l'Empire, cette époque vit paraître des aventuriers qui se rendirent au Siam, en Annam, à Formose et dans l'Hindoustan.

En ce qui concerne la politique relative au Christianisme, Tokougawa suivit la ligne de conduite de Hidéyoshi. Par un rescrit, paru en 1606, il interdit la pratique de la religion chrétienne. D'autre part, les Hollandais et les Anglais conseillaient au Shôgoun de se mettre en garde contre les Espagnols, afin qu'il ne subît pas le sort du Pérou et du Mexique. A Kiou-siou, la lutte entre catholiques et bouddhistes fut acharnée. Matsoukoura Shighémasa, gouverneur de la région de Shimabara, centre de cette religion chrétienne, décida d'interdire absolument à tout chrétien de troubler l'ordre public. L'antipathie des chrétiens contre Matsoukoura se manifesta plus d'une fois ; mais quand, à sa mort, son fils incapable lui succéda, alors quelques mécontents firent cause commune avec les chrétiens et formèrent un complot. *Or, à cette époque, vivait un jeune homme du nom de Masouda Shiro, aussi gracieux qu'intelligent. On le présenta comme Messager du Ciel au peuple qui, sous son commandement, se souleva. C'est ce qu'on appelle l'insurrection de Shimabara. Les insurgés s'étant fortifiés dans la citadelle, l'armée du Bakou-fou, aidée des Hollandais, eut grand'peine à les écraser. Depuis lors, le Christianisme fut interdit sous peine de mort. Et, dans la crainte de voir renaître cette religion, on résolut d'adopter la politique de porte fermée.*

La paix continua à régner et le gouvernement n'eut plus à s'occuper que du bien-être du peuple. Les Shôgouns Tsounayoshi et Yoshimouné étant excellents administrateurs, des progrès sensibles furent faits, non seulement dans les sciences et les lettres, mais dans toutes les branches qui étaient de nature à contribuer à la prospérité du pays. *Un long règne de paix,*

dit le proverbe, amène souvent la corruption. Le Bakou-fou, en effet, commença à s'affaiblir et à se livrer, même envers l'Empereur, *à des actes arbitraires qui firent naître un courant révolutionnaire.* A cette époque, des navires de différents pays firent leur apparition dans les eaux du Japon. Plusieurs d'entre eux infestèrent même les côtes. Dès lors, le courant révolutionnaire grandit de plus en plus jusqu'au jour où retentirent partout les mots d'ordre : « Kin-nô » (respect à l'Empereur), « Jô-i » (expulsion des étrangers) et « Kaiko » (ouverture des ports aux étrangers), « Sabakou » (aider le Gouvernement Shôgounal).

Dans cette situation critique, une escadre américaine, commandée par le commodore Perry, jeta l'ancre, à l'improviste, dans la baie de Yédo (1853). Cet événement causa une grande émotion dans tout l'Empire. Perry avait pour mission de demander l'établissement de relations commerciales entre les Etats-Unis et le Japon. Comme le gouvernement ne savait que faire, il ne trouva d'autre moyen que d'ajourner sa réponse à ce sujet. Perry se retira, mais il revint l'année suivante, avec une escadre plus importante, demander la réponse promise. *Finalement, le Bakou-fou fut obligé de conclure, avec lui, un traité de paix et d'amitié, qui fut signé à Kanagawa, le 31 mars 1854. Comme conséquence, Townsend Harris vint résider au Japon en qualité de Consul général et Agent diplomatique des Etats-Unis. Grâce à une habile diplomatie, il réussit à faire reviser les traités précédents. Un nouveau traité, connu sous le nom de* TRAITÉ D'AMITIÉ ET DE COMMERCE, *fut signé à Yédo, le 29 juillet 1858. Dès lors, la Hollande, la Russie, l'Angleterre et la France conclurent avec le Japon des traités analogues.*

D'un côté, le manque de respect à l'Empereur dont le Bakou-fou avait fait preuve en concluant, de sa propre autorité, des traités avec les étrangers ; de l'autre, sa conduite humiliante en s'inclinant devant les menaces de ces mêmes étrangers, soulevèrent l'indignation publique contre le gouvernement Shôgou-

nal. Iï Naosouké, qui était alors « Tairo », c'est-à-dire grand-chancelier du Shôgoun, devint l'objet de la haine publique. Mais, homme d'une grande énergie, il n'hésita pas, pour écraser ses adversaires, à faire condamner les plus hauts fonctionnaires de la Cour, des grands Seigneurs, des hommes, même des femmes, qui furent arrêtés et à qui on infligea différentes punitions. Ce coup d'Etat poussa ses adversaires aux mesures extrêmes : Iï Naosouké fut assassiné à la porte Sakourada, à Yédo, le 3 mars 1860. Sa mort ne changea en rien la situation politique. Cependant le Bakou-fou s'affaiblissait de plus en plus.

Depuis longtemps, les clans du Midi se considéraient comme humiliés d'être sous la domination des Shôgouns. Ils profitèrent donc de cette occasion favorable pour secouer le joug et embrasser la cause de l'Empereur. C'est alors que, dans le but de tout concilier, on réalisa une heureuse combinaison, qui consistait à unir le XIVme Shôgoun, Iyémotchi, à la sœur de l'Empereur Kô-mei. Ce mariage, loin de ramener la bonne harmonie entre les Impérialistes et les partisans du Shôgoun, ne fit qu'accroître une hostilité qui amena, entre le Bakou-fou et le clan de Tchôshu, une guerre dans laquelle l'armée du Bakou-fou subit quelques défaites, ce qui lui porta une nouvelle et grave atteinte. C'est alors que mourut le Shôgoun Iyémotchi (1866). Tokougawa Yoshinobou lui succéda comme XVme Shôgoun. Dans le courant de décembre de la même année, l'Empereur Kô-mei mourut aussi. L'Empereur Moutsouhito monta alors sur le trône (janvier 1867). A cette occasion, l'alliance entre les clans de Tchôshu et Satsouma se fit, et l'expédition entreprise contre Tchôshu fut finalement abandonnée. Les Impérialistes s'étant réunis à Kioto, le gouvernement de l'Empereur redevint très puissant. Mais, *pour arriver à restaurer le pouvoir souverain entre les mains de l'Empereur, il fallait, à tout prix, écraser le Gouvernement shôgounal. C'est ce qui explique pour-*

quoi une expédition impériale contre le Bakou-fou fut projetée. Le prince de Tosa, Yamano-outchi Toyonobou, avait démontré que le meilleur moyen, dans cette circonstance, était de remettre pacifiquement le souverain pouvoir entre les mains de l'Empereur, par le Shôgoun lui-même. Après bien des protestations de ses vassaux, le Shôgoun Yoshinobou finit par accepter cette proposition, et *en 1867 il offrit la démission de sa dignité de Sei-i-tai-Shôgoun* (chef de l'expédition contre les barbares). L'Empereur l'accepta.

Ainsi finit le shôgounat qui avait duré 676 ans depuis l'avènement de Minamoto Yoritomo, et 264 ans depuis le premier shôgoun de la famille des Tokougawa. *Le dualisme de gouvernement cessa, et le pouvoir absolu fut restitué à l'Empereur d'une manière définitive et permanente.*

III. Epoque de Monarchie Constitutionnelle.

(1867-1906. 40 ans.)

Pour organiser le nouveau gouvernement, on choisit les Impérialistes les plus éminents parmi la noblesse, les petits seigneurs et leurs vassaux. Des dissentiments entre Impérialistes et Shôgounistes amenèrent encore des troubles. L'ex-shôgoun commit même quelques actes hostiles au nouveau gouvernement. Finalement, une expédition, commandée par le prince Arisougawa, se mit en marche contre les armées de Yédo. L'ancien Shôgoun, Yoshinobou, loyal et obéissant à l'Empereur, refusa de combattre contre l'armée impériale, comme le lui conseillaient ses fidèles vassaux, et, avant tout engagement, remit la citadelle de Yédo entre les mains du commandant en chef (11 avril 1868). Yoshinobou se retira à Mito, et Tokougawa Iyésato lui succéda comme chef de la famille. C'est ce même Iyésato qui est actuellement président du Sénat.

Pendant cette révolution, les représentants des puissances observèrent la neutralité. Le succès devait rester aux promoteurs de la révolution. Aussi les clans de Satsouma, de Tchôshu et de Tosa eurent-ils une influence prépondérante dans le nouveau gouvernement.

Le nouveau régime une fois établi devait déclarer quelle serait la base de sa politique. Le 14 mars 1868, l'Empereur prêta solennellement serment de défendre les cinq principes suivants:

1° Que le système de l'assemblée délibérante sera adopté et

que toutes les mesures seront prises en conformité de l'opinion publique;

2° Que les projets de réformes seront exécutés par les efforts réunis des gouvernants et gouvernés;

3° Que l'on s'efforcera de satisfaire les nobles, les guerriers et le peuple, en général, et de les amener à préférer le nouveau régime;

4° Que les préjugés et usages préjudiciables des temps anciens seront abandonnés, et que la justice sera la seule règle de conduite à l'avenir;

5° Que les nouvelles idées seront puisées dans le monde entier, et que la gloire de l'Empire en sera augmentée.

Dès lors, d'après ces principes, des réformes hardies furent introduites dans toutes les branches.

En 1868, l'Empereur donna à son règne le nom de « Meiji » (gouvernement éclairé). Dans le courant de la même année, Yédo reçut le nouveau nom de Tokio (capitale de l'Est), où, à l'instar du gouvernement Shôgounal des Tokougawa, il fixa désormais sa résidence. Cependant, comme il est naturel en pareil cas, il y eut encore des guerres entre les Impérialistes et les partisans de l'ancien shôgoun. Dix-sept clans du Nord unirent leurs forces contre le nouveau régime, et des vassaux de l'ex-shôgoun occupèrent Hakodaté; mais tous furent énergiquement réprimés.

Ce qu'il y a de plus étonnant dans cette révolution, c'est que tous les seigneurs (276) de l'Empire entier abandonnèrent leurs fiefs au profit du nouveau gouvernement; que les clans furent remplacés par des préfectures; que la classe militaire fit place au service militaire obligatoire, sans distinction de classe sociale; que les cultivateurs, considérés comme tenanciers, devinrent désormais les propriétaires des terrains qu'ils cultivèrent, etc.; qu'ainsi toutes les traces de la féodalité disparurent, et que la centralisation du pouvoir fut réalisée dans une durée très courte.

A peine l'ordre était-il établi que, dans le but d'étudier les Etats civilisés, une délégation composée de Iwakoura Tomomi, comme chef, accompagné de plusieurs hommes d'Etat éminents, fut envoyée en Amérique et en Europe. A leur retour, ils trouvèrent, à l'ordre du jour, la question d'une guerre contre la Corée, qui s'était livrée à un acte offensant pour le Japon. Ils rentrèrent, apportant avec eux de nombreuses idées pour des réformes sur toutes les branches. Insistant sur l'urgente nécessité qu'il y avait de développer les affaires intérieures, ils repoussèrent le projet de l'expédition coréenne. Comme conséquence, cinq membres du cabinet démissionnèrent. Après la révolution, l'esprit belliqueux régnant partout fit naître la révolte de Saga; mais l'armée du gouvernement la réprima promptement. Cet esprit belliqueux, ne pouvant trouver facilement l'occasion de se satisfaire à l'intérieur, la chercha au dehors. La question d'une expédition contre Formose fut bien accueillie; le Japon finit par recevoir de la Chine 500,000 taëls à titre de dommages-intérêts. Il y eut encore l'émeute de Koumamoto, la révolte de Maibara Issei; mais l'événement le plus marquant fut celui de Satsouma. Saigo Takamori, général qui s'était retiré de l'armée, marcha, à la tête de 12,000 hommes, vers Tokio pour demander une explication au gouvernement. L'armée du gouvernement dut lutter pendant huit mois pour annihiler celle de Saigo (janvier à septembre 1877).

Il était tout naturel que le cabinet fût composé des promoteurs de la révolution. Le désir de partager les pouvoirs fit naître le parti d'un régime représentatif. Sa propagande aboutit à obtenir, en 1881, un rescrit impérial qui promettait d'ouvrir une diète en 1890. Dès lors, comme prélude, trois partis politiques firent leur apparition : les progressistes demandaient un système représentatif conforme à celui de l'Angleterre ; les radicaux voulaient le système adopté en France; les conservateurs préféraient le *statu quo*.

L'année suivante, Ito Hiroboumi fut envoyé en Europe, avec une suite nombreuse, pour étudier la constitution des différents pays. Ils rentrèrent en 1883 et s'occupèrent de la rédaction d'une constitution. En 1885, un premier cabinet, sous la présidence de Ito, fut formé à l'instar de ceux de l'Europe. Dès lors, chaque ministre s'efforça de perfectionner les affaires de son département, comme la revision des traités, la complète autonomie communale, la stabilité des finances, la rédaction des lois, l'établissement de l'instruction obligatoire. Enfin, le 11 février 1889, jour anniversaire du couronnement du premier Empereur, en séance solennelle, l'Empereur octroya gracieusement une constitution (1). Il est bon de noter ici que le peuple japonais, contrairement à ceux des pays européens, obtint une constitution sans qu'une seule goutte de sang fût versée.

Comme il avait été promis, le 29 novembre 1890, fut convoquée, sous le ministère Yamagata, la diète composée du Sénat (276 membres) et de la Chambre des Représentants (300 membres). Dès la première séance, il y eut, par rapport au budget, certaines divergences de vues entre le ministère et les membres de la diète opposés au gouvernement ; mais une heureuse transaction permit de clôturer paisiblement la session. Cependant le cabinet démissionna. A peine le nouveau ministère était-il formé que le Prince Nicolas, héritier présomptif de la Couronne de Russie, qui allait présider, à Vladivostok, l'inauguration du chemin de fer transsibérien, fut blessé par un halluciné. A la suite de cet événement, le cabinet fut remanié. A la deuxième session, l'Empereur prononça la dissolution de la diète. La troisième entraîna le renversement du cabinet. Dès lors, bien que, à maintes reprises, la diète eût été dissoute et que les cabi-

(1) Dareste. *Les Constitutions modernes,* tome II, pages 594 et suivantes.

nets eussent démissionné, jusqu'à nos jours, le pays ne fit que marcher à grands pas dans la voie du progrès.

Examinons maintenant les relations diplomatiques du Japon depuis la Restauration.

La première question qui se présente, à cette époque, est celle de Sakhaline et des Kouriles, pendante depuis 1852. Bien que la satisfaction fut loin d'être complète, on finit par convenir de donner à la Russie l'île entière de Sakhaline, en échange de la chaîne entière des Kouriles (Saint-Pétersbourg, août 1874).

La chose la plus importante était la revision des traités. Comme ils avaient été signés sans expérience, et un peu à la hâte, ils étaient souvent nuisibles aux intérêts du pays. Maintes tentatives de revision ne rencontrèrent que des échecs. En vue de supprimer la juridiction consulaire, Inouyé Kaorou, ministre des affaires étrangères, proposa de créer un tribunal mixte. Mais les protestations que souleva sa proposition l'obligèrent de quitter son portefeuille. Okouma Shigénobou qui lui succéda, au lieu de s'adresser collectivement aux puissances, comme son prédécesseur, préféra négocier avec chacune d'elles séparément. Les négociations se poursuivirent dans le plus grand secret. Mais le *Times* dévoila les grandes lignes du traité anglo-japonais. Dès lors, il y eut, dans l'opinion publique, de telles protestations qu'un individu lança une bombe contre le ministre qui eut une jambe emportée, et dut se retirer. La revision des traités fut donc remise à une date indéterminée. Cependant un traité d'égal à égal finit par être signé entre lord Kimberley pour l'Angleterre, et Aoki Shûzô pour le Japon, le 16 juillet 1894, c'est-à-dire peu avant la déclaration de guerre sino-japonaise. Dès lors, les Etats-Unis, l'Italie, le Pérou, la Russie, le Danemark, l'Allemagne, la Suède et la Norvège, la Belgique, la Hollande, la Suisse, le Portugal, la France, l'Espagne,

l'Autriche-Hongrie, etc., revisèrent ou conclurent des traités avec le Japon. La situation diplomatique du pays entrait ainsi dans une nouvelle phase.

Plus d'une fois des sujets japonais, chassés par la tempête, qui avaient abordé à Formose, tombèrent victimes des indigènes. La Chine ayant prétendu que cette partie de l'île ne lui appartenait pas, en 1874, une expédition japonaise occupa une partie de l'île. Mais, quand la Cour chinoise eut appris cette nouvelle, elle envoya des navires de guerre chargés d'en demander la restitution. Cette affaire se termina par une indemnité de 500,000 taëls que la Chine dut payer au Japon.

En 1875, un navire de guerre japonais qui faisait des sondages près des côtes de Corée fut bombardé par le fort de l'île Kang-hwa. L'équipage japonais répondit en bombardant le fort coréen qu'il détruisit. Cette affaire eut pour conséquence, entre les deux pays, un traité d'amitié par lequel le Japon reconnaissait l'indépendance de la Corée. Cependant les sentiments xénophobes des Coréens, qui n'étaient nullement éteints, se ranimèrent; la garnison de Séoul se rua sur la légation du Japon, et plusieurs membres du personnel furent massacrés. La Corée, comme réparation, dut payer une indemnité de 550,000 yens, c'est-à-dire 1,375,000 francs, et permettre au Japon d'avoir une garnison à Séoul.

Le Japon traite la Corée comme un Etat indépendant, tandis que la Chine continue à considérer ce pays comme son vassal. Peu à peu, deux partis se formèrent en Corée : les progressistes, favorables au Japon, et les conservateurs, favorables à la Chine. La prépondérance de ces deux partis dépendait de la prépondérance de la Chine ou du Japon en Corée.

En 1884, le parti progressiste tenta de soulever une révolution, et demanda aide à la légation du Japon. Les soldats japonais protégèrent le palais impérial. Mais quand les troupes chinoises se présentèrent, l'Empereur de Corée se jeta dans leurs bras.

De là surgirent, entre les trois pays, des complications qui aboutirent au traité de Tien-tsin, signé le 18 avril 1885, entre Li-Hung-tchang pour la Chine, et Ito Hiroboumi pour le Japon, et qui reconnaît aux deux pays des droits égaux en Corée. Cependant, tôt ou tard, cette question devait amener une collision. En 1894, il y eut un soulèvement des partisans de Tong-hak-ou-tô (école de l'Est). Le gouvernement coréen demanda à la Chine de réprimer cette insurrection. On apprit bientôt que celle-ci avait déjà envoyé des soldats en Corée. En vertu du traité de Tien-tsin, le Japon avait le même droit. Le ministre japonais Ohtori Kei-souké, se trouvant alors au Japon, se hâta de rejoindre son poste, à bord d'un navire de guerre (5 juin). En même temps, le gouvernement envoya une armée nombreuse. C'est alors que les soldats chinois, déjà établis sur un point de la Corée, projetèrent de marcher contre les insurgés. L'insurrection s'apaisa. Le gouvernement coréen demanda alors au Japon de retirer ses soldats. Mais les soldats chinois continuèrent de rester en Corée. L'ardeur belliqueuse des deux armées était à son comble. On chercha une cause pour en venir aux mains. Elle se présenta bientôt. En effet, l'Empereur de Corée ayant demandé au Japon de chasser les troupes chinoises, celui-ci accepta et, le 29 juillet, l'armée japonaise vainquit les Chinois à Gasan (Asang). Quelques jours auparavant (25 juillet), il y avait eu un engagement sur mer, au cours duquel les Chinois subirent une défaite complète. Le 1er août suivant, l'Empereur du Japon publia une déclaration de guerre contre la Chine. Une nombreuse armée chinoise s'appuya sur les défenses naturelles de Pyong-Yang, où, le 15 septembre, eut lieu un premier grand engagement dont devait dépendre l'issue de la campagne. Les troupes japonaises, ayant remporté une victoire éclatante, purgèrent le territoire coréen de tout soldat chinois. De son côté, la flotte japonaise remportait, à Kôkai, un succès non moins signalé (17 septembre). Les victoires répétées sur terre et sur mer abou-

tirent au traité de paix de Shimonoséki. Les plénipotentiaires qui signèrent le traité (17 avril 1895) étaient Li-Hung-Tchang et Li-Kei-Ho, pour la Chine, et, pour le Japon, Ito Hiroboumi, qui s'était adjoint Moutsou Mounémitsou. Ce traité reconnaît l'indépendance de la Corée, la cession de la presqu'île de Liao-Toung, de l'île de Formose et des Pescadores, le paiement d'une indemnité de guerre de 200,000,000 de taëls, l'ouverture des ports, etc.

La Russie désirait s'ouvrir des débouchés dans le sud de la Sibérie; mais si le Japon possédait la presqu'île de Liao-Toung, elle devait abandonner tout espoir. C'est ainsi que la Russie, qui regardait d'un œil jaloux la prochaine extension du Japon, a cherché un moyen d'empêcher celui-ci de posséder cette presqu'île. Elle le trouva à l'aide d'une combinaison aussi étrange qu'ingénieuse. Elle invita la France et l'Allemagne à former une triple alliance en vue d'imposer un Conseil au Japon. Le 23 avril 1895, les ministres de ces trois puissances, à Tokio, présentèrent une note au gouvernement japonais, dans laquelle ils lui conseillaient d'abandonner la presqu'île de Liao-Toung, sous le prétexte du maintien de la paix en Extrême-Orient. En même temps, la Russie montra qu'en cas de refus, elle et ses alliées n'hésiteraient pas à recourir aux armes. Ce conseil armé fait honneur à la Russie, car le Japon rendit Liao-Toung à la Chine, moyennant 30,000,000 de taëls.

Dès lors, avec l'appui du Japon, la Corée devint indépendante. Jusqu'à ce jour, sa politique avait toujours tendu à se rapprocher tout à la fois de la Chine et du Japon, pour empêcher l'une ou l'autre de ces deux puissances de l'absorber. Maintenant qu'elle sentait la Chine impuissante à contrebalancer le Japon, profitant des visées ambitieuses de la Russie, elle tourna les yeux vers cette dernière, comme remplaçante de la Chine. Ainsi, pendant que, d'un côté, grâce à l'aide du Japon, elle pouvait opérer de grandes réformes dans toutes les branches de l'admi-

nistration, de l'autre, elle cherchait secrètement à se rapprocher de la Russie.

A l'intérieur, le parti progressiste gagnait chaque jour du terrain ; mais l'Impératrice, chef effectif du parti conservateur, fut toujours pour lui un grand obstacle dans l'exécution du programme de civilisation. C'est ce qui explique le massacre de l'Impératrice, le 8 octobre 1895. Dès lors, les Coréens commencèrent à douter du concours des Japonais. La Russie, profitant de l'occasion, travailla à resserrer les liens d'amitié entre elle et la Corée, jusqu'au jour où il n'y eut plus que deux partis : les russophiles et les japonophiles. Le 10 février 1896, cédant aux sollicitations des russophiles, l'Empereur, accompagné du Prince Impérial, se réfugia à la légation de Russie. Dès ce moment, toute la politique coréenne sortit d'une chambre de la légation russe. L'influence que la guerre sino-japonaise avait donnée au Japon disparut alors complètement de tout le territoire coréen. L'Empereur rentra bientôt dans son palais, mais la situation n'avait pas changé ; le parti russophile était toujours le plus fort. A l'occasion de l'avènement de Nicolas II, un accord intervint entre la Russie et le Japon (9 juin 1896), qui établit le principe que les deux pays auront, en Corée, les mêmes droits et les mêmes intérêts.

A ce moment, Li-Hung-Tchang, qui se trouvait à Saint-Pétersbourg, négocia, et fit signer, entre la Russie et la Chine, une convention d'après laquelle, selon le *Times*, la Russie préparait, pour l'avenir, l'occupation de la Mandchourie.

En 1897 et 1898, plusieurs puissances obtinrent différentes concessions de la Chine. Parmi elles, la Russie, la France et l'Allemagne, serviteurs de la Chine lors de la restitution de Liao-Toung, présentèrent leur facture qui coûta cher à la Chine : la concession de Port-Arthur et de Ta-Lian-Ouan, pour la Russie, pendant 25 ans ; Kiao-Tchéou-Ouan, pour l'Allemagne, pendant 99 ans ; Kao-Tchéou-Ouan, pour la France, pendant 99 ans.

Cette situation détermina l'Angleterre à obtenir la concession de Weï-haï-Weï aussi longtemps que la Russie occuperait Port-Arthur.

En 1900, lors de l'insurrection des Boxers, un membre de la légation du Japon et le ministre d'Allemagne furent assassinés, et les insurgés assiégèrent les légations de toutes les puissances, à Pékin. Une force alliée des puissances marcha sur Pékin et, le 15 août, elle occupa la capitale de la Chine. C'est ainsi que les membres du corps diplomatique et les étrangers furent sauvés. L'armée japonaise y contribua pour une large part. Du congrès de Pékin sortit une convention entre la Chine et les puissances qui mit fin à cette affaire, et qui fut signée le 7 septembre 1901.

Profitant de cet événement, la Russie envoya une trop nombreuse armée en Mandchourie, où elle resta même après l'insurrection. Des journaux répandirent le bruit qu'une convention secrète établissant quelques droits relatifs à la Mandchourie était élaborée entre la Chine et la Russie, mais elle ne fut pas réalisée. Une nouvelle tentative subit le même échec. En tout cas, le projet de la Russie paraissait être de vouloir occuper la Mandchourie d'une façon permanente, ce qui menaçait les intérêts du Japon.

Cette situation fit naître l'alliance anglo-japonaise en vue de maintenir le *statu quo* de la Chine et de la Corée (30 janvier 1902). L'Angleterre sortit de sa « splendide isolation ». Comme contre partie, à son tour, l'alliance franco-russe sur cette partie de l'Asie fit son apparition (12 mars 1902).

Bien que la Russie répétât elle-même la déclaration d'évacuer la Mandchourie dans dix-huit mois, d'après la signature d'une convention à cet effet (avril 1902), elle n'en fit rien à l'époque convenue. Aussi longtemps qu'il y avait espoir que la Russie exécuterait son engagement envers la Chine, et ses assurances données à d'autres puissances relativement à l'évacuation, le Japon conserva une attitude de réserve; mais lorsque l'action

de la Russie, formulant de nouvelles demandes à Pékin, et consolidant, plutôt que relâchant sa mainmise sur la Mandchourie, lui eût fait croire qu'elle avait renoncé à l'intention de se retirer de la Mandchourie, et que son activité croissante le long de la frontière coréenne fût de nature à faire naître des doutes sur les limites de son ambition, le Japon proposa à la Russie de former une entente en ce qui concernait ces régions (31 juillet 1903). La Russie accepta. De nombreuses conférences eurent lieu, tantôt à Tokio, tantôt à Saint-Pétersbourg. D'une part, elle retardait chaque fois sa réponse à la proposition japonaise, tandis que, de l'autre, elle hâtait ses préparatifs de guerre en Extrême-Orient. Depuis ce moment, la Russie augmenta considérablement ses forces sur terre et sur mer, en Extrême-Orient. Cette manière d'agir de la part de la Russie amena, entre les deux pays, l'ouverture des hostilités (8 février 1904), qui aboutirent au traité de Portsmouth, le 23 août 1905.

Les conventions des 23 février et 22 août 1904 et du 17 novembre 1905, entre la Corée et le Japon, placèrent la Corée sous la tutelle du Japon.

La convention anglo-japonaise, conclue le 31 janvier 1902, n'avait qu'une durée de cinq ans; mais les brillants succès du Japon dans la guerre récente exercèrent une grande influence sur la continuation de l'alliance anglo-japonaise. Cette fois, l'étendue de l'application de l'alliance fut considérablement élargie jusqu'aux régions de l'Asie centrale et des Indes; l'alliance défensive devint une alliance défensive et offensive, dont le terme fut de dix ans.

La convention conclue le 22 décembre 1905, à Pékin, entre la Chine et le Japon, reconnut ce qui avait été réglé par le traité de Portsmouth, en ce qui concerne la Chine.

Voilà, dans les grandes lignes, les principaux événements diplomatiques de la dernière époque.

Conclusion.

Si le Japon resta dans un état d'isolement pendant 2,500 ans, la seule cause en est due à sa situation insulaire. Dès qu'il en fut sorti, il est tout naturel que ce brusque changement lui ait apporté de brusques évolutions. Dans l'espace de quarante ans, le Japon sortit d'un état considéré presque comme quasi-barbare, et devint un Etat qui échange des ambassadeurs avec les premières puissances du monde. Le Japon devint un homme parfait avant même sa majorité. Nos ancêtres, nous semble-t-il, sont venus de la Corée, et l'Impératrice Jïngô et Toyotomi Hidéyoshi n'étaient pas moins capables de subjuguer leur métropole. Nous avons appris de la Chine la civilisation continentale asiatique, et le Japon se civilisa plus que la Chine. Comme nous avions appris l'art de la guerre des Européens, nous pouvions nous mesurer avec la première puissance européenne. *Il n'est donc plus question de savoir si le Japon sait se rendre siennes des idées et des institutions empruntées. On dit aussi que les peuples asiatiques ne sont pas capables de vivre sous le régime constitutionnel. Quinze ans d'expérience de ce régime chez les Japonais ne démontrent-ils pas le contraire? Dans le concours de civilisation parmi les pays asiatiques, le Japon tient le record. Tout en faisant des progrès qui étonnèrent ces derniers, il prouva que les peuples asiatiques sont capables d'avoir des institutions avancées. Nous espérons donc que les autres Etats asiatiques suivront l'exemple du Japon.*

Nous avons lu souvent que le droit international est le monopole des Etats chrétiens. Nous nous félicitons que ces dires ne soient plus admis par les jurisconsultes d'aujourd'hui ; il serait peut-être plus exact de dire que le christianisme n'est pas le monopole de la société des nations.

Quelle évolution subit la situation diplomatique du Japon ? nous voulons dire sa situation diplomatique dans le monde.

Dès la plus haute antiquité, le Japon existait comme Etat souverain ; mais c'est depuis l'arrivée du commodore Perry, où il fut convenu de conclure un traité, que le Japon devint un Etat signataire de traités avec les puissances mondiales. *C'est là première phase de sa diplomatie.* A peu près à l'époque de la guerre sino-japonaise, il conclut, avec les grandes puissances, des traités sur le pied d'égalité. C'est ainsi que le Japon fut admis dans la société des nations. Nous pouvons dire que *c'est ici la deuxième phase de cette même diplomatie.* De 1902, époque où fut conclue l'alliance avec l'Angleterre, à 1905, époque où, après avoir renouvelé ce traité d'alliance, le Japon termina, comme l'on sait, la guerre avec la Russie, il réussit à occuper une place tellement importante qu'il put échanger des ambassadeurs avec les premières puissances. *Voilà la troisième phase.* Il a suffi à peine d'un demi-siècle au Japon pour qu'il parcourût ces trois phases.

Quelle fut toujours la politique diplomatique du Japon? Etait-ce une politique d'agrandissement? Nullement. La Corée étant un poste avancé important dans la ligne de défense du Japon, il est indispensable, pour sa propre tranquillité et sa sécurité, de maintenir l'indépendance de celle-là. Mais la Corée ne se trouvant pas en état de le faire, le Japon est obligé d'avoir, dans ce pays, une influence prépondérante. Peut-être la Chine raisonne-t-elle de même. De là cette rivalité qui amena une lutte à main armée qui se termina par la cession, au Japon, de la presqu'île de Liao-Toung et de l'île Formose. Si le Japon

ajouta ces possessions à son territoire, ce ne fut nullement comme conséquence d'une politique d'agrandissement. En général, bien que cette politique ne soit pas le mobile de la guerre, cependant, dans l'ardeur des hostilités, il n'est pas rare que le vainqueur ne profite de ses succès pour imposer quelque dure condition au vaincu. Peut-être y avait-il quelque chose d'analogue dans le traité de Shimonoséki. Cependant, tel n'est pas notre avis. La presqu'île de Liao-Toung, en effet, située entre les terres de Chine et de Corée, et entre les eaux du golfe de Petchili et de la baie de Corée, il était nécessaire, afin de permettre à celle-ci de poursuivre ses progrès en toute tranquillité, de faire de cette presqu'île un tampon efficace. Il est évident que le Japon n'avait comme but principal aucun autre intérêt à agir ainsi. Quant à Formose, géographiquement, cette île complète le groupe d'îles qui part des Kouriles; elle est un point stratégique d'une haute importance, puisqu'elle se trouve à l'entrée des eaux extrême-orientales. C'est ainsi que différentes puissances l'ont occupée. Le Japon, en vue d'assurer sa propre sécurité, a reconnu la nécessité d'en prendre possession.

Et maintenant, pourquoi l'alliance anglo-japonaise? Comme il est dit dans les préliminaires de ce traité, il n'a d'autre but que le maintien de la paix en Extrême-Orient.

Dans la guerre russo-japonaise, il ne fut nullement question d'agrandissement. Bien loin de là, car lorsque la Russie, tout en retardant l'évacuation de la Mandchourie, redoublait d'activité à la frontière coréenne, le Japon proposa à celle-là de régler, par la voie pacifique, toute cause de mésintelligence future. Mais la Russie, en retardant, peut-être à dessein, sa réponse aux propositions du Japon, hâta les préparatifs de la guerre dans ces régions. Si la Russie les avait occupées, le Japon n'eut jamais été certain du lendemain. Comme il est hors de doute que toute puissance a le droit d'agir de manière à assurer son existence, il n'est donc pas étonnant que la guerre russo-japonaise ait éclaté.

Si le Japon a obtenu la moitié de l'île Sakhaline, il n'a fait, en réalité, que rentrer en possession d'une partie de cette île qui lui avait appartenu tout entière autrefois.

D'autre part, si le renouvellement de l'alliance anglo-japonaise élargit son champ d'application jusqu'aux Indes, ce fut pour changer la paix de l'Extrême-Orient en une paix qui s'étendit jusqu'aux Indes.

Bref, la politique suivie jusqu'à nos jours, par le Japon, n'eut d'autre but que d'assurer son existence et de poursuivre ses progrès pacifiques.

Examinons maintenant quelles sont les relations diplomatiques du Japon avec les puissances. Commençons par la Corée. Bien que ce pays appartînt primitivement au Japon, celui-ci lui accorda l'indépendance. Cependant la situation actuelle demandait que le Japon prît la Corée sous sa tutelle ; toutefois, cette dernière n'en continua pas moins à écouter les conseils des Japonais qui appartiennent à leur race, et à les suivre dans la voie du progrès.

La guerre sino-japonaise a pu faire naître quelques sentiments d'animosité contre les Japonais. Cependant, si le Japon a déclaré la guerre à la Russie, ce fut, en partie, pour sauvegarder la Chine. Donc les Chinois ne doivent plus garder rancune aux Japonais. Et en effet, depuis, les liens d'amitié entre les deux pays n'ont fait que se resserrer de plus en plus. En ce moment, on se demande partout quel sera le sort de la Chine. Il nous semble que les missions chinoises qui parcourent actuellement les pays civilisés, et les 10,000 étudiants qui se trouvent au Japon, à leur rentrée dans leur pays, le réveilleront de son long sommeil, et que, tout en lui conservant son intégralité territoriale, ils conduiront l'Empire du Milieu dans la voie du progrès.

En ce qui concerne la Russie, la guerre était nécessaire, même en exposant la vie nationale du pays. Notre victoire sur les Russes les a empêchés d'occuper la Mandchourie, dont il

avait été convenu de céder, par la Chine, une partie, Liao-toung, au Japon, mais que la Russie lui avait interdit de posséder. Nous n'avons donc fait que recouvrer notre prestige que cette puissance avait amoindri. La Russie, n'ayant perdu aucune parcelle de territoire et n'ayant dû payer aucune indemnité de guerre, ne doit pas conserver la moindre animosité contre le Japon. De plus, cette guerre a eu des résultats heureux pour le peuple moscovite, car elle a porté un échec sérieux à la politique autocratique, et permis au peuple d'avoir une assemblée nationale, ce qui est, pour lui, le point de départ d'une vie nouvelle.

Loin de supposer que le désir du peuple soit de suivre une politique agressive, nous croyons, au contraire, qu'il ne cherche que la paix et le progrès, afin de pouvoir arriver à la prospérité de ce vaste empire. Nous sommes même persuadé que les désirs du peuple sont en harmonie avec ceux du Tzar qui a pris l'initiative de la conférence de la paix. Nous ne craignons pas d'ajouter encore que la Russie ne reprendra plus les armes contre le Japon, et que, nous réjouissant de la paix, nos relations deviendront de plus en plus amicales et permanentes.

La question d'Extrême-Orient mit deux alliances en présence : l'alliance anglo-japonaise et l'alliance franco-russe. Mais la guerre récente a nettement tranché cette question. D'autre part, le rapprochement de ces dernières années entre la France et l'Angleterre nous paraît devoir être de longue durée. Cette situation ne peut que tendre à resserrer les liens d'amitié entre la France et le Japon.

De plus, l'Italie ne cessa de manifester sa bonne volonté à notre égard depuis la guerre sino-japonaise ; l'Autriche-Hongrie où l'on trouve beaucoup de notre sang ; l'Allemagne qui nous a appris les sciences et l'art de la guerre ; la Belgique qui n'a en vue que le progrès et le bonheur du pays, et qui occupe le troisième rang, parmi les Etats européens, comme Etat impor-

tateur au Japon ; la Hollande qui eut le monopole du commerce, sous le Shôgounat des familles Tokougawa ; le Portugal et l'Espagne qui, les premiers, importèrent la civilisation européenne ; tous ces pays, ainsi que les autres puissances européennes, n'ont, avec nous, que des relations amicales qui tendent à se resserrer de plus en plus.

Les Etats-Unis qui, grâce à l'habile diplomatie du commodore Perry et de Townsend Harris, ouvrirent le Japon au commerce international ont toujours été en relations cordiales avec lui. Ne sont-ce pas ses bons offices qui contribuèrent à terminer les guerres sino-japonaise et russo-japonaise ? De plus, sa situation géographique qui le fait voisin du Japon, et de la première importance au point de vue du commerce, ne peut que consolider sa solidarité avec le Japon.

Les intérêts majeurs de l'Angleterre en Asie, qui l'amenèrent à conclure une alliance avec le Japon, disent suffisamment que ce pays a tout intérêt à resserrer ses bonnes relations avec le Japon. Nous ajouterons même que, si un jour cette alliance cessait de se renouveler, ce serait parce qu'une convention à cet effet n'aurait plus besoin d'être écrite pour avoir sa valeur.

Enfin, tous les autres Etats du monde n'ont que des relations pacifiques avec le Japon.

Dans ces circonstances, quelle doit être, dans l'avenir, la politique du Japon ?

Comme du jour au lendemain des changements peuvent survenir dans la situation politique du monde, personne ne serait capable de le prévoir. Cependant, s'il est permis de juger de l'avenir par le passé, on peut supposer les grandes lignes de sa politique. Mais, comme il doit encore apporter de sérieuses améliorations dans les milieux industriels, commerciaux et sociaux, nous pouvons dire qu'il s'occupera, tout d'abord, de réaliser les progrès intérieurs, et que, en sa qualité de frère aîné

des Etats asiatiques, il prêtera son concours à ses frères cadets pour les aider à atteindre à leur solide développement.

Enfin, augmenté de l'Amérique, et plus tard du Japon, le concert européen est devenu un concert mondial dans lequel la politique du Japon consistera à s'efforcer de contribuer, pour sa part, aux œuvres humanitaires et au bien-être des peuples.

TABLE DES MATIÈRES

BRUXELLES. — IMP. N. DEKONINK, RUE DU FORT, 16.


3 2044 014 313 613

